

Escroquerie à la solidarité

AUTOMNE... ÉPOQUE DE LA CHUTE DES MARRONS MAIS AUSSI DES DÉSORMAIS TRADITIONNELLES HAUSSES DES PRIMES DES ASSURANCES MALADIES.

Le système helvétique d'assurance maladie se voudrait être un système solidaire, les frais et les risques étant assumés par et pour l'ensemble des assurés, et les primes fixées de manière "égalitaire", sans regard au degré de risque. Mais ce système souffre de grosses tares. Tout d'abord, le revenu n'intervient pas dans le calcul des primes. Ce qui fait que le balayeur ou la femme de ménage habitant dans la même agglomération qu'Ebner ou Blocher (parmi les plus grosses fortunes du pays) vont payer au centime près la même prime. Ensuite, les primes varient selon les régions et les cantons, et selon les compagnies d'assurances. Les règles de calcul de ces variations restent complètement fumeuses et incompréhensibles : l'assuré genevois ne peut que difficilement comprendre pourquoi il va payer plus que les autres Suisses. A ce méli-mélo s'ajoute le fait que la plus ou moins bonne gestion de la compagnie d'assurance intervient aussi dans la variation de la prime, et là, c'est bernique pour en savoir plus, les caisses étant plus que discrètes. « [...] seules les caisses disposent de toutes les informations [...]. Chaque fois que nous avons des chiffres précis, nous constatons qu'ils ne correspondent pas à ceux des caisses » affirme Michel Gönczy, du Département cantonal genevois de la santé, dans un entretien accordé à la *Tribune de Genève*.

Ce qui frappe à la lecture de la presse populaire, c'est qu'il semble n'y avoir qu'une catégorie de responsables : les assurés ! Les assurés qui consomment trop de médicaments et de médecins, qui sont trop malades.

La solution à la hausse vertigineuse des primes ? Faire jouer la sacro-sainte



concurrence, remède à tous les maux, comme le préconise la socialiste Ruth Dreifuss. Bien entendu, il ne s'agit que d'une concurrence de façade, le marché des assurés étant captif, puisque tout un chacun est obligé de s'assurer. Et les caisses pratiquant des tarifs différents selon les cantons, il n'est pas difficile d'imaginer qu'elles puissent organiser à l'avenir un partage du gâteau à leur convenance, la caisse X étant la moins chère ici, et la caisse Y là-bas.

Qu'en est-il alors des assurés les plus pauvres, ceux pour qui les augmentations successives de primes sont les plus catastrophiques ? Certains bénéficient d'aides octroyées par les cantons, mais avec de grandes disparités des pratiques selon les cantons. On se souvient du cas de cantons qui ont réalisé des "économies" sur ces subventions. Souvent, les ayant-droit n'ont même pas connaissance de leur droit à des aides dont on ne les informe pas ! En fait, beaucoup optent pour le système des hautes franchises : en échange d'une baisse des primes, les premiers frais (jusqu'à un maximum de 1500 francs) sont à la charge de l'assuré. Ceux-là se retrouvent alors dans une situation absurde et dramatique : cotisant men-

suellement et lourdement par rapport à leur revenu, ils vont être amenés à ne pas se soigner, ne pouvant pas, ou difficilement, assumer les premiers frais de médecin et de médicaments. A cela, il faut ajouter le fait que la couverture de base ne couvre, de loin, pas tout, et est de plus en plus restrictive. Des soins essentiels ne sont pas ou peu couverts (dents, lunettes, etc.) et toujours plus de médicaments sont exclus de la couverture de base ? Qu'est-ce donc sinon un système de santé à deux vitesses organisé, avec la complicité bienveillante des pouvoirs publics, au bénéfice des caisses maladies !

F. MIRAIL

SOMMAIRE

ANALYSE A propos du "problème basque"

REPRESSION La police tchèque : des barbares en Europe

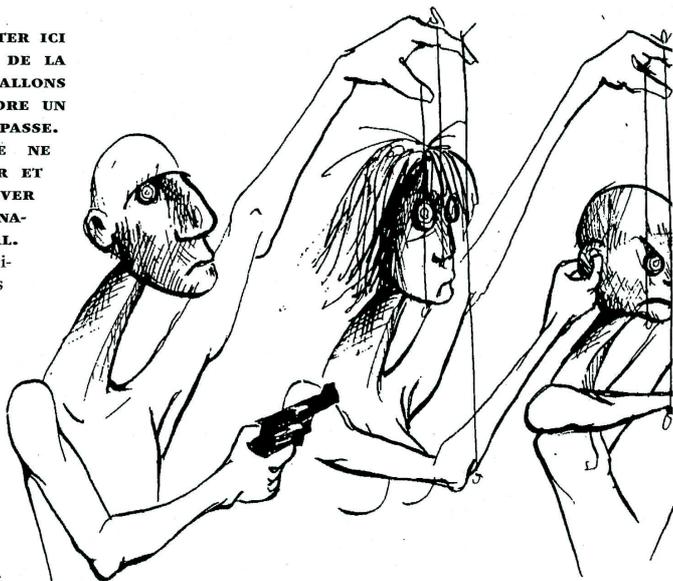
LUTTES Les arguments explosifs des ouvriers de Cellatex

A propos de la "question basque"

SANS PRÉTENDRE TRAITER ICI DE TOUS LES ASPECTS DE LA QUESTION, NOUS ALLONS ESSAYER DE COMPRENDRE UN PEU MIEUX CE QUI SE PASSE. VOULOIR COMPRENDRE NE SIGNIFIE PAS JUSTIFIER ET MOINS ENCORE APPROUVER L'ÉVOLUTION DU NATIONALISME BASQUE RADICAL. Au contraire, nous considérons que ce processus a gravement affaibli le mouvement ouvrier, autrefois le plus combatif d'Europe, dans cette région. Contrairement à ce qu'ont cru certains, l'ETA n'est pas le dernier carré de résistance "socialiste" au Pays basque, mais un élément de fixation de la contestation qui entrave l'expression d'une résistance des classes populaires à la dégradation de leurs conditions de vie et de travail.

A ce propos, il faut noter que la plupart des observateurs n'abordent pas la question sociale, sauf pour dire que le Pays Basque est l'une des régions les plus prospères d'Espagne*. Prospère, peut-être, mais à quel prix? Le développement capitaliste y a été particulièrement barbare. Plusieurs villes basques, notamment Bilbao, ont connu une concentration urbaine que l'on ne rencontre nulle part ailleurs en Europe. A la crise des années quatre-vingt, avec la destruction d'une partie du tissu industriel, a suivi l'ère de la précarité qui concerne la majorité des nouveaux venus sur le marché du travail. Peut-on reprocher à une partie de la jeunesse basque de se révolter contre l'avenir que le système lui réserve? L'observation des manifestations indépendantistes montre que les participants à celles-ci sont en moyenne nettement plus jeunes que ceux des massifs rassemblements pacifistes contre l'ETA. D'un côté, des jeunes en rupture, idéalistes, fascinés par la violence, vivent une forme d'aliénation qui est le revers de la médaille de celle de l'autre camp : celui des intégrés, de ceux qui sont parvenus à une certaine aisance ou qui ont simplement renoncé à imaginer qu'il pourrait exister autre chose que l'horizon indépassable de la démocratie libérale.

Ce qui se produit à l'heure actuelle est aussi le fruit de tout un processus historique. Alors que certains artistes essayent, d'une manière assez pathétique, de rallumer la flamme de l'anti-franquisme contre l'ETA, il faut tout de même rappeler que la "transition démocratique espagnole" n'a pas été une véritable rupture avec l'Ancien Régime. Les dignitaires franquistes n'ont



ANALYSE • Suite à la vague d'attentats commis par l'ETA ces derniers mois, on a pu voir dans les médias de nombreux reportages journalistiques sur la question basque. Emissions de télévision et articles de presse semblent tous d'accord sur un point, la violence indépendantiste est absurde et irrationnelle, car le Pays basque dispose d'une large autonomie, ses traditions et sa langue sont désormais respectées...

jamais été condamnés, ni même jugés. La Constitution adoptée en 1978 a — concession faite aux forces armées — consacré l'unité de l'Espagne. Ce qui a rendu impossible l'organisation d'un référendum sur l'indépendance du Pays basque. Ajoutons à cela la guerre sale menée tout d'abord dans l'après-franquisme par le gouvernement de droite d'Adolfo Suárez, puis par le GAL à la solde du gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez, le refus des gouvernements successifs de regrouper les prisonniers basques dans leur région d'origine, et l'on trouve déjà une partie des ingrédients du pourrissement actuel. Pour une partie significative de la population, la répression est une réalité qui dure depuis plusieurs générations. Ce ne sont pas seulement les activistes qui sont concernés, mais aussi toutes celles et ceux qui ont, par exemple, accepté une fois ou l'autre d'accueillir un parent ou un copain d'enfance recherché et qui se retrouvent condamnés à de nombreuses années de prison pour collaboration avec bande armée.

Ce qui ne manque pas de surprendre, c'est la relative "normalité" politique dans laquelle se déroulent les événements. Le

Parti nationaliste basque, (PNV) qui est à la tête du gouvernement autonome, s'est allié successivement avec les socialistes (PSOE), puis avec la droite espagnole (Parti populaire) et enfin, jusque récemment, avec Euskal Herritarrok la branche politique de l'ETA. Aujourd'hui, le PNV est menacé par le Parti populaire (PP) qui, à force de voir ses élus locaux tués par l'ETA, gagne en popularité. Ce ne serait pas le moindre des paradoxes que de voir demain le PP, partisan de la manière forte contre le nationalisme radical, prendre la tête d'Euskadi, éventuellement grâce à une coalition avec le PSOE. Sur l'échiquier politique, l'ETA et le mouvement radical dont il se nourrit pourraient être en train de jouer une partie favorable à la droite espagnole.

M.A. & E.B.

* Nous soulignons que cet article se centre sur la "communauté autonome d'Euskadi" dans l'Etat espagnol (les trois provinces de Biscaye, Guipúzcoa et Alava) et ne traite ni du Pays Basque français, ni de la Navarre, également revendiqués par les nationalistes.

Non à la violence de l'Etat d'Israël Solidarité avec le peuple palestinien

Les événements sanglants du Proche-Orient ne sont pas le fait de deux frères ennemis coupables de part et d'autre de violences et de meurtres, comme certains le prétendent. Nous avons d'un côté Israël, un Etat puissant et de l'autre un peuple dominé, victime d'une oppression de type colonial qui dure depuis plus de 50 ans. On ne peut pas mettre dans la même balance des lynchages (pour atroces qu'ils soient) commis par une foule enragée et des opérations systématiquement organisées par des militaires suréquipés qui tirent sur des gens désarmés. Ce qui se passe n'est pas un problème de juifs et d'arabes

mais une question politique. Sans nous faire d'illusions sur l'embryon d'Etat sous l'autorité de Yasser Arafat, nous considérons que les palestiniens ont le droit de disposer de leur propres institutions, les réfugiés doivent pouvoir faire valoir leur droit au retour... Rien ne justifie que ce peuple doive subir à jamais la tutelle d'un Etat dominateur et raciste qui les maintient dans la misère. Parce que la guerre ne peut rien résoudre, il faut soutenir toutes celles et ceux qui luttent parmi les Israéliens et les Palestiniens pour la mise en place dans toute la région d'une société égalitaire libérée des intégrismes de tout poil.

Police tchèque : la barbarie en Europe

Nous en parlions dans notre dernier édito, les militants qui sont allés manifester à Prague contre le sommet du FMI et de la Banque Mondiale ont rencontré un appareil répressif et policier très violent. Les témoignages affluent et font frémir : bastonnades sévères, traitements humiliants, privations et tortures (des blessés se sont fait frapper à coup de matraque sur leurs fractures!). Des manifestants étrangers incarcérés dans un centre de détention témoignent : ils ont été complètement déshabillés, on a confisqué l'ensemble de leurs effets. Puis on leur a inscrit un numéro de détention à l'encre bleue, sur toute la longueur du bras avant de leur enfiler un pyjama rayé. Après avoir été marqués, les détenus se sont fait signifier, qu'ils étaient désormais sous une juridiction spéciale, qu'ils étaient en "suspension de droits" et qu'ils n'avaient le droit qu'à un coup de fil et à une visite toutes les trois semaines. Ces agissements n'étonnent plus quand on apprend que selon des

statistiques officielles du ministère de l'intérieur de l'Etat tchèque, plus d'un tiers des policiers sont membres d'organisations néo-fascistes, néo-nazies, nationalistes extrémistes, racistes et antisémites. Selon les dernières nouvelles, la majeure partie des détenus étrangers ont été libérés. Ce n'est au contraire pas le cas des centaines de Tchèques (deux tiers des 859 personnes officiellement arrêtées) qui croupissent toujours en prison, dans des conditions que l'on n'ose imaginer, et dont on est sans nouvelles. La solidarité internationale est essentielle.

Des lettres de protestation exigeant la libération de tous les prisonniers doivent être envoyées au Consulat tchèque, dont voici l'adresse à Genève : Consulat général de la République Tchéque, ch. de la Gabiule 110, 1245 Colonge-Bellerive. Fax : 022 752 55 11. Un modèle de lettre est disponible sur demande à notre adresse.

Festival de résistance antifasciste

René Binamé (punk)
Pektralatak (punk)
Brigada Flores Magon (streetpunk)
Les Partisans (reggaepunk)

**Samedi 28 octobre, 21h00
L'Usine (KAB), 10 francs**

Je m'abonne à Aujourd'hui !

	normal	soutien
▶ 12 n° :	15 francs <input type="checkbox"/>	25 francs <input type="checkbox"/>
▶ 24 n° :	30 francs <input type="checkbox"/>	50 francs <input type="checkbox"/>
▶ 48 n° :	60 francs <input type="checkbox"/>	100 francs <input type="checkbox"/>

Nom _____
Rue _____
NPA/Ville _____

Règlement par CCP : Directl, CCP 17-574 134-6. Envoyer à : DIRECTl, Case postale 2254, CH - 1211 Genève 2.

« Nous irons jusqu'au bout... Boum Boum... »*

LUTTES • *Au début de l'été, les travailleurs de l'usine Cellatex située à Givet, à l'extrême Nord de la France, ont trouvé la bonne manière de se faire entendre. Nous revenons sur cette lutte avec cet article tiré d'un texte plus long publié dans le numéro 94 d'Échanges : Bulletin du réseau Échanges et mouvement (1).*

Givet, dans les Ardennes, (8000 habitants) était, il y a cinquante ans, "prospère". Les restructurations dans la métallurgie et les délocalisations dans le textile ont ravagé cet ancien tissu économique et social : 22 % de la population active est au chômage. Pendant près d'un siècle, Cellatex fut une des plus importantes usines de la ville, et des familles y ont travaillé pendant quatre générations. L'entreprise qui employait au début des années cinquante plus de 700 travailleurs n'en comptait plus que 153 en juillet dernier.

Depuis 1991, date de sa vente par Rhône Poulenc, l'usine est passée de repreneurs en repreneurs. Aucun n'a fait les investissements nécessaires à sa modernisation. Le dernier propriétaire, une firme autrichienne, ne l'aurait acquise que pour entrer en possession des brevets de fabrication et mettre l'usine en faillite ensuite. Pourtant, au cours de cette période les travailleurs n'ont cessé de consentir des sacrifices, au nom de la survie de la boîte : blocage des salaires, suppression des primes, travail du samedi et des jours fériés, etc. A quoi s'ajoutaient des conditions de travail très pénibles responsables de maladies et d'allergies diverses dues aux vapeurs nocives.

Après des années d'incertitude, dont les quinze derniers mois sur le qui-vive dans l'attente d'un éventuel repreneur, le 5 juillet, la faillite est déclarée ce qui signifie la cessation immédiate de l'activité, la liquidation du matériel et le licenciement des travailleurs. Ceux-ci constatent : « nous avons été jetés comme des déchets » ; « ils se foutent de nous » ; « je ne serais ni chômeur, ni érémitte. Je préfère sauter avec l'usine... ».

Les ouvriers de Cellatex savaient qu'ils avaient entre les mains une arme puissante : les matières premières toxiques et/ou dangereuses nécessaires à la production de viscosse. A partir du 5 juillet, ils occupent l'usine, la plupart des travailleurs sont impliqués dans l'occupation de l'usine de jour comme de nuit. Jusqu'au 20 juillet, ils vont menacer d'utiliser les produits chimiques pour faire sauter l'usine si on ne discute de leurs revendications, soit pour une reprise de l'usine, soit pour de l'argent et des garanties de reclas-

sement beaucoup plus importantes que ce qui est accordé par la loi. Chaque jour, l'assemblée générale désigne une équipe spéciale qui prend en charge la "sécurité" dans l'usine pour éviter quelque action individuelle de désespoir et pour former les piquets de grèves. Devant cette détermination les autorités vont aller jusqu'à évacuer la zone à proximité immédiate de l'usine le 10 juillet. A ce sujet, il est intéressant de noter que les habitants déplacés manifestent une solidarité certaine avec les grévistes qui, pourtant, menacent de faire sauter le quartier. Le 17 juillet Les négociations n'aboutissant pas, les travailleurs déversent 5000 litres d'acide coloré en rouge dans un ruisseau. Cet épisode hautement médiatisé va donner lieu aux commentaires d'une ministre, donnant dans l'écologie, qui accusera les grévistes « d'écoterrorisme » ! Magnifique cynisme lorsque l'on connaît l'excellente place qu'occupait l'entreprise Cellatex au hit-parade des pollueurs : première pour le zinc, deuxième pour les hydrocarbures et vingt-huitième pour certains produits cancérogènes ! D'ailleurs, la quantité d'acide déversée par les ouvriers correspond à celle rejetée hebdomadairement dans la Meuse par l'entreprise.

Finalement, le 20 juillet, les salariés se prononcent à l'unanimité en faveur d'un accord dont un des salariés dira qu'il n'avait jamais espéré obtenir autant : une indemnité spéciale de 80 000 francs (on leur en proposait 36 000), un versement en plus des allocations chômage assurant un maintien du salaire pendant deux ans, des mesures spéciales de reconversion.

La lutte de Cellatex n'est pas un cas isolé et au cours de ce même été 2000, plusieurs mouvements de même nature vont apparaître en France. Les travailleurs de Forgeval à Valenciennes occupent l'usine métallurgique et menacent de mettre le feu. Ceux de la Brasserie Adelshoffen en Alsace menacent de la faire sauter tout comme les ouvrières d'un sous-traitant de Citroën à Nogent-sur-Seine (2).

Sans tirer des conclusions définitives, on peut toutefois voir que ces luttes ont en commun le refus des travailleurs d'être plus

longtemps les victimes de la logique de la rentabilité capitaliste, d'accepter que leur sort dépende de "conditions objectives" sur lesquelles ils n'ont aucun pouvoir et que, souvent, ils ignorent même totalement.

Ensuite, on constate qu'au cours de ces luttes, les médiations classiques (politiques, syndicales, etc.) n'ont pas ou mal fonctionnées comme l'a soulevé le président du Medef (le syndicat patronal français) qui déplorait « la déficience de dialogue social ». Dans sa bouche, cela veut dire que le dialogue social n'est pas directement pour les travailleurs mais pour les syndicats. A Givet, ces derniers vont être à la traîne des initiatives des travailleurs et vont tenter de calmer le jeu en regrettant qu'il leur soit « difficile de contrôler les troupes », selon les propres termes du leader national de la CGT. Le ministre du travail leur sera reconnaissant de leur tentative d'encadrer la lutte et tiendra à souligner « combien les syndicats agissent en responsables ». Rôle reconnu aussi par un des travailleurs de Cellatex, ex-délégué du syndicat CFTC : « les leaders syndicaux sont des politiciens entièrement soumis à leur parti politique. On ne peut leur faire confiance... Il y a un tel fossé entre les ouvriers qui luttent pour leur gagne-pain et les dirigeants syndicaux qui "négocient" encore tout seuls ».

Enfin, si les méthodes de lutte de Cellatex ont rencontré un grand écho au sein de la population, ce n'est pas par hasard. D'une certaine façon, même s'il ne passe pas aux actes, la même chose est passée, à un moment ou un autre, dans la tête de tout travailleur.

* Texte d'une banderole des grévistes de Cellatex.

1. BP 241, 75866 Paris CEDEX 18, France.

2. Ces luttes sont présentées dans le n° 94 d'Échanges, avec, notamment, des informations très intéressantes sur les contextes différents dans lesquels elles ont eu lieu.

EDITEUR RESPONSABLE : Claude Cantini. TIRAGE : 1500 exemplaires. COURRIER : DIRECT!, Case postale 2254, CH - 1211 Genève 2. TÉLÉPHONE & FAX : 022 734 29 22. SITE INTERNET : www.tao.ca/~direct_ait. E-MAIL : aujourd'hui@innocent.com. CCP : Direct!, CCP 17-574 134-6. LOCAL : 24, rue de Montbrillant, Genève.